

Le logement

● (2110)

Il faut bien que l'on commence quelque part, me direz-vous. Mais le problème, c'est que le gouvernement a coupé les fonds et qu'il ne prend aucune initiative.

Une voix: Il a entrepris de faire machine arrière.

M. Rose: Il procède à rebours; c'est là le problème. Cela me fait penser à ce Français qui baisait la main d'une jeune fille et qui disait qu'il fallait bien commencer quelque part. Mais cela ne résoud pas notre problème. Il s'agit de savoir qui va prendre l'initiative, qui va faire quoi?

Mlle MacDonald: Vous ne diriez pas cela si vous aviez des femmes dans votre caucus.

M. Rose: Le député de Kingston et les Îles (M^{lle} MacDonald) vient de faire une remarque intéressante, mais je tiens à lui signaler qu'il y a plusieurs femmes dans notre caucus. Il y en a même plus que dans le sien.

Mlle MacDonald: Vous ne savez même pas compter.

Une voix: Nous en avons plus en proportion.

M. Rose: Selon un rapport récent de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, les mises en chantier en Colombie-Britannique vont tomber à 8,000 unités en 1982. C'est très grave pour les habitants de cette région où l'industrie de la construction tourne déjà trop au ralenti.

Quelles vont être les conséquences pour les loyers? Je me demande si le ministre pense vraiment que les loyers devraient augmenter pour inciter les gens à construire davantage de logements locatifs.

M. Deans: Bien sûr qu'il le croit.

M. Rose: A moins que le prix des loyers ne suive le rythme des hausses salariales, je ne pense pas que monter le prix des loyers soit une solution. Nous savons maintenant que, depuis cinq ans, l'inflation est plus forte que la progression des revenus. Je doute que l'abolition du contrôle des loyers soit particulièrement utile.

Essentiellement, ce que le ministre affirme dans ce bill—il ne le dit pas expressément, il faut lire entre les lignes, c'est un postulat implicite—c'est que si nous laissons l'entreprise privée s'occuper de ces choses, tout ira bien; si le gouvernement ne se mêlait pas d'habitation directement, se contentant peut-être d'offrir des garanties et des stimulants ici et là, nous nous débrouillerions pas mal. Je me permets d'en douter.

Ce qu'il nous faut au Canada, c'est la diversité des types de logement. Il ne faut pas seulement des logements sociaux, il ne nous faut pas seulement des logements privés—quelle que soit l'efficacité de l'entreprise privée et elle est efficace, puisque notre industrie du bâtiment est une des meilleures au monde—il nous faut encore davantage.

Je voudrais que le gouvernement prenne une partie des fonds du programme de stimulation qu'il accordera aux sociétés pétrolières pour les forages dans la mer de Beaufort et les injecte dans l'industrie du bâtiment; il devrait adopter en même temps des mesures d'économie, des mesures favorisant l'énergie solaire et les pompes à chaleur et autre chose du genre. Cela créerait beaucoup plus d'emplois. Nous devons examiner le genre de politique que le gouvernement applique.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne peut se permettre de laisser toute la place à l'entreprise privée. Essentiellement, à cause des taux d'intérêt. D'autres l'ont déjà mentionné. Pour mon parti et moi, les méfaits des taux d'intérêt ne sont pas une révélation.

Je me suis entretenu aujourd'hui avec le représentant de la commission d'immeuble de la vallée du Bas-Fraser. Il m'a dit: «Nous voyons poindre une lueur d'espoir; il se passe des choses intéressantes maintenant, surtout en ce qui concerne le logement à prix modique, le logement privé à prix modique, mais les taux d'intérêt restent le grand obstacle au progrès!»

Aussi longtemps que nous allons persister à garder les taux d'intérêt élevés, je doute qu'il y ait quelqu'un, du secteur privé ou du secteur public, qui soit en mesure de régler le problème. Mais les conservateurs et les libéraux ne sont pas trop en désaccord au sujet des taux d'intérêt élevés.

Le 5 ou 6 juin 1981, à une émission télévisée du réseau CTV, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) a dit à peu près ceci: «Oui, je continuerais d'appuyer M. Bouey». C'est ce qu'a dit l'ancien ministre des Finances du gouvernement conservateur. Il a répété: «Oui, je continuerais d'appuyer M. Bouey. Il fait de son mieux pour notre monnaie, les taux d'intérêt et la masse monétaire». Par conséquent, Michael Wilson (Etobicoke-Centre) n'a rien à redire.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je rappellerai au député que selon la coutume, on ne désigne pas les députés par leur nom, mais plutôt par celui de leur circonscription.

M. Rose: Monsieur l'Orateur, je m'excuse d'avoir parlé de Michael Wilson. J'aurais dû dire le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson), critique financier du parti conservateur. S'adressant au Canadian Club, il s'est dit d'accord avec la politique des taux d'intérêt pratiquée par le gouvernement. Il a également déclaré que les conservateurs ne s'y prendraient pas différemment.

M. Taylor: Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. Rose: Pas ce qu'il a dit? Vous n'avez rien compris. Cela revient exactement au même. C'est la même chose.

M. Taylor: C'est exactement le contraire.

M. Rose: Le contraire? Les deux parties sont en faveur des taux d'intérêt élevés. Le parti conservateur représente l'aile du parti libéral dans l'Ouest.

M. Taylor: Comment pouvez-vous dire pareille chose?

M. Rose: Je suppose que vous avez oublié les chiffres. J'ai dit que les conservateurs avaient voté 20 fois pour les libéraux alors que nous avons voté contre.

Une voix: Ils soutiennent le séparatisme au Québec.

M. Rose: En fait, monsieur l'Orateur, la SCHL vous a dit qu'on pouvait s'attendre au maintien des taux d'intérêt élevés et à diminution continue du nombre de mises en chantier. Nous avons déjà des difficultés et les collaborateurs du ministre admettent eux-mêmes qu'elles ne feront que s'aggraver si nous continuons dans cette voie. Voilà la vérité. N'est-ce pas là le problème?